

VIVRE OU SURVIVRE ?
LES MIGRANTS MASCULINS DE QUATRE
VILLES DU CENTRE-EST DU MALI

CLAUDE HERRY

INTRODUCTION

Quatre villes petites ou moyennes du centre du Mali ont fait l'objet d'études relatives aux parcours migratoires et à l'insertion des migrants en milieu urbain. La problématique démo-économique et finalement plus économique que démographique est centrée sur les conditions sociales d'insertion et sur les modalités d'accès à l'emploi à travers un parcours souvent chaotique. La méthodologie mise en œuvre pour ces enquêtes est sensiblement la même que celle élaborée pour les enquêtes de Maradi (Niger, 1985), le questionnaire ayant cependant été notablement étoffé.

Les villes étudiées, toutes situées dans le delta central du Niger ou à ses débouchés - elles sont toutes riveraines du fleuve - sont deux métropoles régionales Ségou au sud et Mopti au centre du delta et deux petites villes, Diré au nord et Ké-Macina au sud-ouest, création coloniale, porte du Macina.

La population observée est celle des migrants des deux sexes âgés de

15 ans et plus au moment de leur arrivée. Dans cette présentation seul le sexe masculin jusqu'à 59 ans est retenu. Les migrantes, pour lesquelles l'information est beaucoup plus pauvre seront étudiées ultérieurement. D'autre part, les personnes ayant fait l'objet d'une affectation administrative ou non sont également exclues afin d'obtenir une population homogène : celle qui génère très majoritairement la croissance urbaine.

Il est trop tôt pour proposer des analyses détaillées par manque de recul devant la masse d'informations recueillies. On se contentera donc ici de survoler successivement quelques uns des principaux thèmes abordés dans les enquêtes et de comparer vi l'île à ville quelques informations globales de nature à donner une

Souvent, les migrants quittent leur village au-delà de 25 ans et la fréquence des motifs de départ négatifs explique sans doute largement l'importance des migrations directes, surtout pour les villes les plus au nord, associées aux âges les plus élevés. Mais la différence avec les villes les plus au sud est somme toute assez faible, ce qui tendrait à montrer que les phénomènes conjoncturels (sécheresses) apparemment omniprésents dans le nord n'interviennent que de façon accessoire.

b. Des parcours migratoires simples

La proportion de migrations directes dépasse le plus souvent la moitié des effectifs et il ne s'agit pas forcément des individus les plus jeunes, bien au contraire. Le nombre de parcours migratoires effectivement collectés est donc finalement assez faible. En outre, mis à part quelques cas assez exceptionnels le nombre d'étapes au cours de l'itinéraire du migrant est peu élevé, sauf à Diré où du fait de leur faible effectif il ne s'agit pour l'essentiel que de migrants à vocation itinérante assez prononcée (tableau II).

TABLEAU II : QUELQUES ELEMENTS DU PARCOURS MIGRATOIRE

	SEGOU	MOPTI	DIRE	KE-MACINA
% migrations directes	45.6	53.4	62.2	39.5
Nbre moyen d'étapes	2.6	1.9	2.5	3.4
Durée de migr.moyenne	4.4	8.5	16.8	10.1
% d'étapes :lieu d'en- quête + lieu de nais.	32	36	10	25
% d'étapes rurales	17	18	23	25

On notera que la proportion d'étapes concernant le lieu d'enquête ou le village de naissance varie entre 23% et 36% ce qui est important ; les étapes rurales représentent quant à elles le quart de l'ensemble. Les autres expériences urbaines des migrants sont donc peu nombreuses et les migrations de retour rares.

c. Des migrations de proximité

Le centre-nord du Mali n'est pas, à l'évidence une zone de forte attraction ; les villes qui s'y trouvent non plus. Il n'est donc pas étonnant dans ces conditions

que les migrations de proximité soient dominantes et cela d'autant plus fortement que l'on va vers le nord ; le schéma global des migrations est nettement nord-sud ce qui n'a rien d'original en Afrique de l'Ouest et les métropoles régionales, Mopti surtout mais aussi Ségou sont les points de chute naturels des populations du nord chassées par la sécheresse. Les pourcentages plus élevés de migrants en provenance du sud et de l'ouest du Mali à Ségou s'explique évidemment par sa position plus centrale et sa localisation en région bambara.

TABLEAU III : PROVENANCE DES MIGRANTS

	SEGOU	MOPTI	DIRE	KE-MACINA
Arrondissement	7.0	5.8	12.8	9.0
Cercle	11.4	5.8	6.9	18.8
Région	29.8	30.0	60.1	18.9
Nord *	6.1	34.5	4.8	13.0
Autre Mali	35.7	19.8	12.2	35.9
Etranger	10.0	9.9	3.2	4.5

TABLEAU IV : LIEU DE NAISSANCE DES MIGRANTS

	SEGOU	MOPTI	DIRE	KE-MACINA
Arrondissement	7.8	5.1	16.0	7.6
Cercle	10.9	5.1	9.0	22.9
Région	30.0	28.8	64.4	18.1
Nord *	10.2	40.3	5.3	17.0
Autre Mali	36.1	20.1	5.3	32.1
Etranger	4.9	5.8	-	2.2

* Pour Diré, située dans la région de Tombouctou le nord ne comprend que la région de Gao.

La comparaison des tableaux III et IV est à cet égard intéressante ; la concordance des chiffres entre lieu de naissance et provenance - (lieu de dernière résidence) - est remarquable. Bien sûr une analyse détaillée s'impose : elle mettrait en évidence des spécificités locales ou ethniques par exemple. Cependant, les cas des migrations à étapes multiples avec incursions ailleurs que dans les régions de Ségou, de Mopti ou de l'extrême nord du Mali sont rares et concernent surtout des

Les cas d'appartenance politique sont très faibles. Etre membre d'un syndicat ressortissants des régions de Tombouctou et Gao. Les migrants ayant effectué au moins une étape à l'extérieur du Mali se retrouvent presque tous dans les capitales régionales.

II L'INSERTION PROFESSIONNELLE

De ce que l'on sait déjà, il découle des difficultés qui devraient être quasi insurmontables pour la plupart des candidats à la citoyenneté. A cela s'ajoute un niveau scolaire insuffisant ou nul, mais qui, même en tenant compte d'un taux de scolarisation malien exceptionnellement bas et d'un enseignement médiocre, constitue une spécificité malgré tout majeure. Pourtant, compte tenu de la faiblesse du marché de l'emploi dans les villes étudiées, et du fait de l'absence ou de la quasi-absence de possibilités d'insertion dans des secteurs tels que les entreprises industrielles modernes (inexistantes sauf à Ségou), ou bien encore dans le tertiaire administratif, notamment dans la fonction publique qui ne recrute pas, les migrants se trouvent confrontés à un marché du travail qui n'est finalement pas tellement décalé par rapport à leurs capacités.

TABLEAU V : SCOLARISATION - ACTIVITE ANTERIEURE

	SEGOU	MOPTI	DIRE	KE-MACINA
Illettrés	91.6	89.5	94.4	92.4
Français parlé	29.1	29.1	20.7	21.5
Prof. antérieure prim.	58.1	47.9	64.5	62.7

La précarité et la non-qualification de l'emploi sont le lot commun ; le tableau VI donne la répartition des premiers emplois et des emplois du moment par secteurs.

TABLEAU VI : PREMIERS EMPLOIS - EMPLOIS ACTUELS

	SEGOU		MOPTI		DIRE		KE-MACINA	
	Emp .1	Emp	Emp.1	Emp	Emp.1	Emp	Emp.1	Emp .
Secteur prim.	9.1	10.5	16.6	14.7	36.5	37.2	36.3	37.2
Artisanat	37.0	31.2	24.3	21.4	24.7	16.5	27.4	23.3
Commerce	10.0	12.0	19.2	21.4	15.6	16.6	10.3	10.8
Services	9.5	11.6	12.8	16.6	10.6	11.2	5.8	9.4
Marabout	4.9	5.6	5.8	6.7	5.3	4.8	3.6	4.0
Transports	6.5	4.2	7.7	6.0	6.4	5.9	7.2	5.8
Secondaire	5.4	6.0	-	-	-	-	-	-
Tertiaire adm.	10.2	9.3	4.5	4.8	2.7	4.8	2.1	2.7
Inactifs	7.5	9.5	9.3	8.3	2.1	3.7	6.7	6.7
1 seul emploi	65.4		68.4		77.7		68.6	

Première constatation : même dans des villes importantes le secteur primaire - pour l'essentiel l'agriculture mais aussi la pêche à Mopti - a une place importante. Dans les petites villes elle dépasse plus du tiers des actifs, et, même à Ségou elle représente encore plus de 10% . Mais le plus important c'est que lorsque l'on prend en compte non plus la première profession - on se dirige tout d'abord et normalement vers ce que l'on connaît le mieux - mais la profession au moment de l'enquête, cette proportion d'activités primaires augmente, ou dans le meilleur des cas stagne. Du fait de la proportion importante d'individus n'ayant qu'un seul emploi, parmi ceux qui changent d'activité au moins une fois, un nombre non négligeable se tourne vers l'agriculture, activité par ailleurs très pratiquée en activité complémentaire... souvent la plus rémunératrice (Ségou 22 %, Mopti 26,2 %, autres 50 %).

Par contre, certaines activités d'arrivée sont abandonnées, en particulier dans le domaine de l'artisanat à caractère traditionnel ; l'absence d'apprentissage avant l'arrivée en ville hormis pour quelques métiers traditionnels (tissage par exemple) et avec les techniques *had-oc*, fait que les migrants essayent d'abord de subsister par la pratique de leur art. Face au surnombre et du fait de la concurrence du secteur moderne (tissus manufacturés par exemple), beaucoup sont obligés de se tourner vers d'autres activités.

Le secteur des transports est lui aussi un milieu d'accueil ; il faut bien voir que sont comptabilisés là des emplois très précaires tels que «pousseur» de charette,

ou les activités spécialisées dans les services modernes (réparation automobile) sont rares et ne concernent qu'une infime proportion de migrants.

Notons enfin le poids important des «travailleurs de banco», manœuvres itinérants préparant le banco pour les maçons - c'est une longue préparation -, très nombreux du fait que les villes maliennes sont encore massivement construites en matériaux et selon des méthodes traditionnels. C'est là aussi une profession d'accueil (10 à 13 % en premier emploi) mais dont l'importance reste grande (6,5 % à 9, 0 %) en emplois du moment : c'est la première activité des migrants en effectifs.

En définitive les migrants ne trouvent que rarement la possibilité d'améliorer leur situation de façon significative en milieu urbain par la promotion professionnelle. Ce sont les stratégies de survie qui dominent dans des villes qui ne sont pas préparées à recevoir autant de migrants : à ce niveau, ces villes ne sont encore que de gros villages.

III L'INSERTION RESIDENTIELLE

Le contexte malien est tel que l'analyse du parcours résidentiel des migrants met en évidence des différences notables par rapport à ce que l'on a pu constater par ailleurs ; la part souvent considérable de l'habitat traditionnel, c'est-à-dire en banco mais aussi dans le cas de Mopti la présence de nombreuses habitations de type rural, cases des pêcheurs bozo, cases légères des bella souvent dégradées du fait de la nécessité de les rendre pérennes, fait qu'une partie importante de la population, migrants compris subvient par ses propres moyens sinon immédiatement mais assez rapidement à ses besoins en matière de logement ; c'est ce qui explique la proportion relativement élevée de propriétaires (souvent illégaux), dès lors que l'on fait abstraction de la qualité du logement. Ségou est une exception relative, l'utilisation de méthodes modernes de construction y est plus fréquente mais cependant très minoritaire...

Dans toutes les villes étudiées le pourcentage de migrants se déclarant hébergés oscille autour de 30 % ; si l'on prend en compte la situation à l'arrivée cette proportion varie de 45 % à plus de 50 %, de façon relativement homogène donc, quel que soit le type de ville. La différence importante entre le nombre de

«non-chefs de ménages» - (donc hébergés) - et la proportion déclarée d'hébergements tient au fait que de nombreux chefs de ménages occupent seuls un logement cédé par un parent ou un ami.

TABLEAU VII : RESIDENCE : QUELQUES ASPECTS

	SEGOU	MOPTI	DIRE	KE-MACINA
% hébergés	23.5	29.1	30.9	28.7
% de propriétaires	17.0	29.7	35.1	26.0
Nb moyen de résidences	1.8	1.8	1.6	1.6
% habitat traditionnel ou précaire	65.8	90.6	85.7	93.3
% hébergés à l'arrivée	43.6	47.3	44.7	52.5

L'accueil des migrants est assuré majoritairement par la famille quelle que soit la ville ; par contre l'importance de l'hébergement par des tiers varie significativement de moins de 10 % à Mopti à plus de 26 % à Ké-Macina. L'accueil est rarement de très longue durée même lorsqu'il est assuré par la famille : les frères et plus rarement les oncles. Le nombre moyen de résidences des migrants est relativement faible ; cependant, compte tenu de l'importance de l'habitat précaire ou traditionnel à Diré et Mopti, de la proportion plus ou moins grande de migrants récents, cette impression doit être sérieusement nuancée. En fait, le problème du migrant plus ou moins définitivement installé est souvent, sauf peut-être à Ségou, davantage de se construire un logement plutôt que d'en trouver un.

IV DES RELATIONS AU LIEU D'ORIGINE DISTENDUES

La juxtaposition des difficultés rencontrées en milieu rural, fréquentes même si elles ne sont pas toujours explicites, et des difficultés de l'insertion en ville semblent créer les conditions d'une certaine dissolution des liens qui unissent traditionnellement - la littérature est prolix sur ce sujet - les migrants des villes à leur lieu d'origine. On ne se situe pas dans le cas de figure rencontré à Maradi (Niger) où les néo-citadins s'appuient largement lorsque c'est possible sur le milieu rural pour subvenir en partie à leurs besoins ; ou ne se situe pas non plus dans la tendance inverse constatée à Abidjan en 1985 où les transferts bénéficiaient

essentiellement au milieu rural, encore que la crise allant... Quelques données là encore illustrent le propos (tableau VIII).

TABLEAU VIII : RELATIONS AVEC LE LIEU D'ORIGINE

	SEGOU	MOPTI	DIRE	KEMACINA	MARADI 85	ABIDJAN 85
Maisons	19.2	26.9	51.0	37.9	52.0 **	26.8**
Champs	11.4	24.1	46.5	32.5	50.0	15.3**
Cultures	17.8	12.6	11.1	16.6	56.8	1.1
Envois argent réguliers	5.3	22.7	18.6	3.1	31.4	26.3
Envois occasionnel -2ans	34.4	29.8	18.1	23.3	32.2	52.2
Enfant confié	18.4	24.0	14.9	17.5	10.0	47.0
Association	17.0	16.3	7.5	9.9	-	23.3
Non-intention de retour	33.5	32.6	53.3	48.0	18.2	15.3

* affectations incluses

** tous statuts de propriété

Sans entrer dans les détails on note la faiblesse d'ensemble de relations avec le milieu d'origine. En suivant les rubriques une à une, on constate que la possession en propre au village de maisons ou de champs est plus fréquente dans les petites villes que dans les grandes. Par contre, comparativement à la proportion de propriétaires, la proportion de migrants qui cultivent effectivement est

d'envois réguliers ou occasionnels même si quelques dons en nature, riz, poisson... viennent s'y adjoindre. Les montants annuels expédiés varient autour de 15 000 CFA dans les villes les plus grandes et descendent autour de 5 000 CFA pour les plus petites.

Faut-il pour autant en déduire que le lien avec le milieu d'origine est plus faible dans ces villes du Mali qu'ailleurs ? La fréquence des enfants confiés à des parents au village tendrait à démontrer le contraire ; l'appartenance à des associations villageoises à Mopti et Ségou surtout, n'est pas négligeable non plus. Par contre, la fréquence des intentions nettement déclarées de non-retour auxquels on pourrait ajouter une partie des nombreux indécis non inclus ici - abstraction faite des réserves que l'on peut formuler sur des déclarations d'intention -, est tout de même très élevée : un tiers dans les grandes villes, la moitié dans les petites villes théoriquement plus proches pourtant du milieu rural.

Au stade actuel de la réflexion, quelques éléments se dégagent ; dans la zone du Mali concernée par les enquêtes, les difficultés parfois extrêmes en milieu rural et des situations guère plus enviables en milieu urbain conduisent nécessairement à des échanges globaux à caractère économique limités et au niveau individuel souvent squelettiques ou inexistantes ce qui n'implique pas forcément l'abandon des relations familiales ; on a vu que quelques éléments à caractère familial viennent d'ailleurs le confirmer. Cependant, il semble bien que le

migration massive et souvent dispersée au sein des familles, - bien qu'il existe aussi des filières de migration - la rareté des échanges et surtout des visites au village, conduisent irrémédiablement à un affaiblissement progressif des relations avec le lieu d'origine : en deçà d'un certain seuil de subsistance ici et de pauvreté là, tous les éléments convergent pour distendre des relations familiales traditionnellement

logement, l'environnement résidentiel, la ville, l'appréciation globale du séjour en ville. Quelques chiffres, indiquent les tendances.

TABLEAU IX : LE SEJOUR EN VILLE

	SEGOU	MOPTI	DIRE	KEMACINA	MARADI 85	ABIDJAN 85
Emploi satisfaisant	69.1	56.2	58.0	74.9	45 *	56.8
Revenu satisfaisant	16.7	9.0	8.5	12.6	57.4	26.4
Revenu insuffisant	35.8	47.0	57.5	59.6	14.1	17.9
Logement convenable	92.8	78.8	79.8	91.5	86.4	57.4
Environnement correct	94.2	83.0	85.1	92.4	-	-
Satisfaction globale	34.1	19.1	18.6	32.3	48.3	28.1
Insatisfaction globale	12.1	40.3	13.8	16.7	11.1	9.4

* approximation

Chaque ligne provenant d'un tableau différent, il s'agit ici davantage d'un récapitulatif sommaire de valeurs fortes que d'un tableau au sens habituel.

En majorité les migrants se déclarent satisfaits de leur emploi, cela quelle que soit la ville, avec cependant des proportions plus fortes dans le sud que dans le nord ; comment expliquer de telles proportions au vu des situations observées ? Il y a bien une frange non négligeable - 10 à 20% - qui considère son travail mal rémunéré (mais il l'est quasiment pour tous), sans intérêt ou trop pénible mais, face

Par contre on retrouve des réponses conformes à la réalité lorsqu'il s'agit de caractériser le revenu monétaire : il est insuffisant dans la grande majorité des cas, voire très insuffisant (1,6% à Ségou, 7,7% à Mopti). Cinq à dix pour cent des migrants n'avaient pas de revenu au moment de l'enquête. Dans ces conditions une grande proportion d'enquêtés considèrent ne pas pouvoir subvenir correctement aux besoins en nourriture de leur famille et plus majoritairement encore ne pas pouvoir assurer un achat régulier de denrées alimentaires, les céréales en particulier. Dans un tel contexte les aides prodiguées à des tiers ou celles dont on a pu bénéficier ne sont pas vraiment rares mais sont irrégulières et dépendent donc de situations conjoncturelles. A Mopti, où les conditions d'insertion paraissent particulièrement difficiles, la solidarité semble plus importante.

L'appréciation du logement ne présente qu'un intérêt limité dans la mesure où l'habitat urbain construit surtout selon les méthodes traditionnelles ne présente pas de différences notables avec l'habitat rural ; le migrant s'en satisfait donc, sans plus. Par contre, à Mopti et à Diré où l'habitat sommaire ou bien encore l'habitat traditionnel nomade mal adapté à la sédentarisation urbaine représentent une part importante, l'insatisfaction est plus marquée ; mais ne s'agit-il pas plutôt d'une répulsion à l'égard d'un mode de vie radicalement différent ?

L'environnement quant à lui, même s'il est parfois désastreux comme à Mopti n'apparaît pas comme une préoccupation majeure des migrants.

Dès lors que l'on demande aux migrants, s'ils sont satisfaits de la ville où ils se trouvent, on note une certaine indifférence, on «fait avec» : les perceptions vraiment négatives, sauf encore à Mopti sont relativement rares ; celles explicitement positives ne dépassent jamais le tiers des migrants. Les réponses à la question «depuis votre arrivée ici votre situation s'est-elle améliorée ou détériorée ?» confirment que tous les migrants sont finalement sur un relatif pied d'égalité.

TABLEAU X : APPRECIATION DU SEJOUR EN VILLE

	SEGOU	MOPTI	DIRE	KE-MACINA
Forte amélioration	3.0	1.9	1.0	1.4
Amélioration	39.5	31.3	42.6	37.7
Stabilité	22.3	22.4	12.8	19.3
Dégradation	32.8	41.5	39.9	39.0
Forte dégradation	2.3	2.9	3.7	2.7

L'homogénéité de ce tableau est remarquable et tend à montrer que malgré des spécificités locales évidentes et des contextes quand même plus favorables que d'autres (Ségou notamment), il existe une unité d'ensemble des villes du Delta Central et de ses marges et que de toutes façons l'émigration vers la ville est un pari - lorsque pari il y a - risqué que la plupart des migrants ne souhaitent pas renouveler : 65 à 75% déclarent ne pas vouloir quitter la ville où ils résident.

CONCLUSION

L'analyse détaillée des enquêtes n'en est qu'à ses débuts et les composantes de la migration n'ont pas toutes été reprises ici : parcours migratoires, antécédents, accueil etc. Cependant la pratique du terrain est déjà longue et les résultats obtenus surprennent rarement ou sont même attendus. Dans un contexte d'exode rural encore à ses débuts, initié pour une large part par des motifs négatifs - la sécheresse notamment -, avec des migrants démunis, tant de ressources que de bagage scolaire ou professionnel, dans un contexte urbain entre le village et la vraie ville, le bilan global ne peut être que mitigé ou négatif. Les enquêtes montrent qu'effectivement la marge de manœuvre du migrant dans ces quatre villes du Mali est faible et les possibilités de promotion très minces, plus faibles que ne le laissent apparaître des chiffres difficiles à interpréter : il existe souvent un écart manifeste entre les éléments objectifs du questionnaire qui témoignent de la situation matérielle du migrant et les réponses aux questions qualitatives : motifs de venue, qualité du séjour. Ces distorsions qui ne sont d'ailleurs pas à sens unique imposent la prudence quant à l'interprétation des résultats.

Quoiqu'il en soit, la condition des migrants est généralement précaire et

leur survie difficile. Tous les migrants ne se dirigent pourtant pas vers les villes les plus proches de leur village. Peut-on envisager l'hypothèse que ceux qui optent pour une migration de proximité plus ou moins définitive ont des caractéristiques spécifiques qui les différencient des autres, dans le sens d'un moindre dynamisme et d'une moindre capacité d'adaptation au milieu urbain ?

Ceci dit, quels que soient les arguments bons ou mauvais que l'on invoquera pour justifier le souhait d'une limitation de la croissance urbaine, il ne pourra s'agir que de vœux pieux ; la plupart des arrondissements ruraux du Mali connaissent une croissance démographique, certes inférieure à l'accroissement naturel, mais souvent importante (1,5% à 2%). Inutile donc dans ces conditions d'espérer à moyen ou long terme ne serait-ce qu'un ralentissement de la migration.

Sous la direction de
Philippe ANTOINE et Abdoulaye Bara DIOP

La Ville à guichets fermés ?

Itinéraires, réseaux
et insertion
urbaine



ORSTOM Documentation



010004562

IFAN / ORSTOM 1995